Roger Dale, Susan Robertson, *Globalisation & Europeanisation in Education*

(Ed.) (2009), Symposium Books, Oxford, 264 p.

Pierre-Louis Gauthier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/623>

DOI : 10.4000/ries.623

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 20-21

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre-Louis Gauthier, « Roger Dale, Susan Robertson, *Globalisation & Europeanisation in Education* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 51 | septembre 2009, mis en ligne le 01 septembre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/623> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.623>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Roger Dale, Susan Robertson, *Globalisation & Europeanisation in Education*

(Ed.) (2009), Symposium Books, Oxford, 264 p.

Pierre-Louis Gauthier

RÉFÉRENCE

Roger Dale, Susan Robertson *Globalisation & Europeanisation in Education*, (Ed.) (2009), Symposium Books, Oxford, 264 p.

- 1 L'ouvrage rassemble des travaux menés au sein du GENIE (*Globalisation and Europeanisation Network in Education*), ici coordonnés par Susan Robertson et Roger Dale, de l'Université de Bristol. Il présente, au travers de douze contributions d'universitaires et de chercheurs, une réflexion à partir des concepts de globalisation *versus* « européanisation », ce dernier terme prenant ici le sens d'une homogénéisation des systèmes éducatifs et de la recherche en éducation au niveau européen. GENIE, réseau qui comprend des représentants de 33 universités de 27 pays, propose des alternatives à la mondialisation de l'éducation et notamment à la nécessité de construire une Europe des savoirs. Le projet s'est également fixé pour objectif d'évaluer les effets de l'européanisation sur les structures elles-mêmes, à partir du processus de Lisbonne. Face à la globalisation, la réponse paneuropéenne en termes de gouvernance ne va pas sans poser des problèmes d'identité, de changements structurels, aussi bien en matière économique que sociétale. Dans le même temps, les interactions entre les systèmes nationaux d'éducation sont parfois confondues avec la globalisation. Le débat devrait permettre de mieux cerner l'apparition d'un nouveau paradigme. Les systèmes éducatifs sont confrontés à plusieurs défis dont, parallèlement à l'importance croissante des savoirs, l'apparition d'une économie globale des savoirs. Les systèmes sont inévitablement influencés par l'européanisation et la globalisation, qui deviennent

elles-mêmes des domaines d'enseignement (on note l'absence de chercheurs français dans le dossier).

- 2 Selon Roger Dale, la dimension méthodologique est l'une des composantes du nouveau paradigme. Il en souligne les principes pour la compréhension de la politique d'éducation dans l'espace européen. Ainsi, le savoir se trouve réparti entre des institutions et des acteurs nouveaux. Mais la société du savoir reste sous l'emprise de domaines disciplinaires traditionnels, alors que ces nouveaux développements impliquent au contraire la pluridisciplinarité. On songe ici à la place que la sociologie s'est taillée durablement dans le champ de la globalisation¹.
- 3 L'ouvrage ouvre la voie à un questionnement multiple dont il donne une illustration vigoureuse. Face à la globalisation et à la mobilité des parcours, quid du global, du national, du régional, du local ? La conception traditionnelle, en matière d'éducation, de la souveraineté des États, les « *containers of society* », est fortement remise en cause. R. Dale souligne en outre l'ambiguïté de la « gouvernance » européenne. Ce concept n'a pas été suffisamment défini comme une nouvelle forme de coordination entre les structures historiques nationales. Cette problématique est au cœur du débat. R. Dale distingue l'espace européen d'éducation (EES) de la politique européenne d'éducation (EEP). Dans le contexte de la compétition introduite par l'agenda de Lisbonne au cœur de la « triade » Europe (Union européenne), Amérique du nord (*North American Free Trade Agreement*) et Asie (*Asia-Pacific Economic Cooperation*), on voit poindre la globalisation à travers l'eupéanisation, alors que cette dernière a pour vocation d'offrir un refuge aux valeurs culturelles fondatrices de l'Europe. En effet, à travers l'EEP, on soupçonne l'Europe de tentation hégémonique, en particulier les États puissants face aux petits pays. Cette tendance est présente dans l'évolution du processus de Bologne, selon Susan Robertson pour qui le projet européen concernant l'enseignement supérieur est géopolitique.
- 4 Cette hégémonie est également sensible à travers le *lifelong learning*, qui implique une mainmise de la formation sur le temps de l'existence personnelle, au seul bénéfice du marché et d'un modèle de citoyen européen qui reste hypothétique d'après P. Ramussen (*Aalborg University*, Danemark). Dans cette évolution se situent l'irruption dans l'éducation, des mécanismes de privatisation des services publics et l'ouverture de l'économie de l'éducation aux multinationales. Susan Robertson cite l'exemple des TICE dominées par les grandes firmes d'informatique qui s'octroient ainsi une image de citoyenneté responsable.
- 5 Devant la menace d'un modèle hégémonique, M. Sabour (Université de Joensuu, Finlande), souligne le rôle que les intellectuels européens devraient jouer comme chiens de garde (« *watch dogs* ») du polycentrisme culturel face à l'eupéanisation technocratique de Bruxelles, menée au profit majeur de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France. L'auteur fait référence à *Penser l'Europe* d'Edgar Morin et à Pierre Bourdieu dont il rappelle les incitations à la nécessaire implication des intellectuels dans le débat politique et à la vigilance face au risque de l'« unicentrisme » culturel (« Pour une internationale des intellectuels » *Politis* n° 1, 1992, 9-15).
- 6 Conscients de ce risque, S.R. Stoer et A.M. Magalhães (Université de Porto) refusent le distinguo éducation-formation du citoyen versus savoirs-compétences liés à l'économie de marché, d'autant que le local ne saurait ignorer la globalisation du système capitaliste. Ils pointent l'insuffisance de l'éducation-formation de l'époque « fordiste ». La contradiction entre la transmission des connaissances basée sur les compétences et

la formation de l'individu-citoyen relevant plus de l'éducation démocratique leur semble cependant pouvoir être dépassée. En effet, une conception plus souple de la formation tendrait vers une citoyenneté nouvelle, gage de modernité, dépassant le cadre national. J. Enever (*London Metropolitan University*) et K. Sullivan (*Umea University*, Suède) soulignent le rôle des langues dans l'actuelle Europe et la nécessité de législations nationales et régionales pour maintenir le plurilinguisme et les langues minoritaires. Ils préconisent *a minima* un bilinguisme opérationnel dès l'école primaire, de manière à faciliter l'inclusion sociale et éducative.

- 7 Un certain optimisme se dégage de l'ouvrage, l'Union européenne pouvant apparaître plus humaine et plus équitable face au capitalisme global dans le contexte actuel. En posant les problématiques de notre temps, il aidera à susciter les débats fondamentaux qui devraient sous-tendre, de nos jours, toute décision concernant les politiques éducatives européennes.

NOTES

1. Voir : Saskia Sassen, *La globalisation, une sociologie*, Gallimard (nrf Essais), 2009, et son prochain opus, *Territory, Authority, Rights*.

INDEX

Index géographique : Europe

AUTEURS

PIERRE-LOUIS GAUTHIER

Pierre-Louis Gauthier, Inspecteur d'académie (H), a été professeur d'histoire-géographie, Inspecteur de l'éducation nationale, directeur d'école normale, directeur adjoint d'UFR. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* depuis 1994.